

Les ministres exhortent la Communauté européenne, les États-Enis et le Japon à respecter l'esprit et la lettre des engagements prévus dans la Déclaration de Punta del Este et dans le communiqué du 13 mai de l'OCDE.

Tout en saluant les engagements de négocier une réforme du commerce des produits agricoles, les ministres notent quand même des signes préoccupants que de nouvelles mesures faussant les échanges sont envisagées par certains grands pays commerçants.

Par exemple, s'il y a lieu de se féliciter des signes positifs de réduction des mesures de soutien des prix par la Commission européenne, les ministres se disent sérieusement préoccupés par les propositions de la Commission européenne d'introduire une taxe à la consommation d'huiles et de gras de produits végétaux et marins. Ils sont d'avis qu'une telle mesure irait à l'encontre de l'engagement de statu quo adopté à Punta del Este. Ils notent qu'elle entraverait le commerce de plusieurs négociants loyaux et qu'elle risquerait de provoquer un différend commercial grave et déstabilisateur.